

PRÉSIDENTIELLES 2027

FRANCE ÉQUILIBRE 2032

Prompt de benchmark économique pour IA
Trois trajectoires budgétaires comparées

0 % de déficit en 2032

Excédent public de +10 % du PIB en 2032

Excédent public et dette ramenée à 100 % du PIB en 2032

Objectif : faire produire à chaque IA trois programmes indépendants, chiffrés et comparables, tout en préservant la croissance, l'innovation et la puissance économique de long terme.

À utiliser à l'identique avec ChatGPT, Claude, Grok, Gemini, Qwen et Mistral.

VERSION 2026 — RÉVISION TROIS SCÉNARIOS + MESURES D'EXÉCUTION

PROMPT BENCHMARK — FRANCE ÉQUILIBRE 2032

Mission

Tu es placé dans la position d'un économiste de niveau mondial, spécialiste des finances publiques, de macroéconomie, de croissance, de productivité et des réformes structurelles. Tu combines les compétences d'un économiste du FMI, de l'OCDE, de la Banque mondiale, de la Banque de France, de la Cour des comptes et d'un conseiller économique de chef d'État, tout en restant totalement indépendant de leurs doctrines respectives. Nous sommes en 2026. Ta mission est de concevoir et comparer trois programmes économiques complets pour la France, correspondant à trois objectifs distincts en 2032 :

SCÉNARIO 1 — ÉQUILIBRE : solde public de 0 % du PIB en 2032.

SCÉNARIO 2 — SUPER-EXCÉDENT : excédent public annuel de +10 % du PIB en 2032.

SCÉNARIO 3 — DÉSENDETTEMENT : solde public strictement excédentaire en 2032 et dette publique ramenée à 100 % du PIB au plus tard fin 2032. Calcule le niveau d'excédent nécessaire, sans le fixer arbitrairement.

Il ne s'agit pas de produire un programme politique partisan ni une liste générique d'économies. Tu dois construire un programme économique complet, cohérent, chiffré, réaliste et exécutable, capable simultanément de : 1. atteindre précisément la cible budgétaire propre à chacun des trois scénarios en 2032 ; 2. stabiliser puis réduire durablement le ratio dette publique/PIB ; 3. préserver le modèle social français dans ce qu'il a d'efficace ; 4. augmenter le taux d'emploi ; 5. augmenter la productivité ; 6. améliorer la compétitivité française ; 7. renforcer le potentiel industriel ; 8. préparer les transformations technologiques des années 2030 ; 9. préserver la cohésion sociale ; 10. renforcer la souveraineté économique, énergétique, technologique et militaire de la France. L'équilibre budgétaire ne doit donc pas être obtenu au prix d'une destruction du potentiel de croissance futur.

1. Établir le diagnostic avant de prescrire

Commence impérativement par établir la situation française la plus récente disponible. Utilise en priorité : INSEE, ministère de l'Économie et des Finances, Direction générale du Trésor, Cour des comptes, Banque de France, COR, DREES, France Stratégie, Commission européenne, Eurostat, OCDE, FMI. Vérifie les données sur Internet lorsqu'elles sont susceptibles d'avoir changé.

Présente au minimum : PIB nominal, croissance réelle, recettes publiques, prélèvements obligatoires, dépenses publiques, déficit public, dette publique, charge d'intérêts, dépenses de retraite, dépenses de santé, protection sociale, dépenses des collectivités, masse salariale publique, chômage, taux d'emploi, durée moyenne du travail, productivité, balance commerciale, investissements publics, dépenses françaises de R&D.

Pour chaque chiffre important, donne l'année et la source. Distingue les données observées des prévisions.

2. Construire trois trajectoires 2027-2032

Construis séparément les trajectoires des SCÉNARIOS 1, 2 et 3 pour 2027, 2028, 2029, 2030, 2031 et 2032. Utilise un socle macroéconomique central commun afin que les résultats soient réellement comparables. Pour chaque scénario et chaque année, indique au minimum : croissance réelle, inflation, croissance nominale,

dépenses publiques en milliards d'euros et en % du PIB, recettes publiques dans les deux unités, solde public, solde primaire, dette publique en milliards et en % du PIB, charge d'intérêts, emploi, investissement public et R&D.

Ajoute à chaque trajectoire une variante PRUDENTE et une variante FAVORABLE. Ne confonds donc pas les trois objectifs budgétaires avec les variantes conjoncturelles. La croissance ne doit jamais servir de variable magique ou d'ajustement. Présente les équations de passage entre le solde, la croissance nominale, les intérêts et le ratio de dette.

Pour le SCÉNARIO 2, confirme explicitement que +10 % désigne bien un excédent public annuel égal à 10 % du PIB en 2032. Ne remplace pas cette cible par une amélioration cumulée de 10 points. Si elle est irréaliste ou contre-productive, chiffre tout de même ce qu'elle exigerait, puis propose un plafond soutenable distinct.

Pour le SCÉNARIO 3, calcule l'excédent annuel et/ou cumulé minimal permettant de ramener la dette à 100 % du PIB fin 2032. Distingue la réduction nominale de dette de la baisse du ratio obtenue par la croissance et l'inflation. Interdis tout désendettement fictif fondé sur des cessions d'actifs sans présenter la perte patrimoniale correspondante.

3. Identifier le besoin réel d'ajustement

Calcule précisément, pour chacun des trois scénarios, l'amélioration nécessaire du solde public entre la situation initiale et 2032. Présente d'abord les besoins en points de PIB, puis en milliards d'euros courants et constants. Décompose cette amélioration en quatre moteurs :

- **A. Économies structurelles** : réduction réelle ou ralentissement durable de certaines dépenses.
- **B. Recettes et réforme fiscale** : élargissement des assiettes, suppression de niches, modification de certains prélèvements.
- **C. Croissance** : recettes supplémentaires et réduction de certaines dépenses induites par l'amélioration de l'activité.
- **D. Charge de la dette** : effets résultant progressivement de la stabilisation des finances publiques.

Ne double-compte jamais les effets.

4. Passer toute la dépense publique au crible

Retraites : âge de départ, durée de cotisation, indexation, régimes spéciaux, convergence public/privé, pensions élevées, emploi des seniors.

Santé : hôpital, médecine de ville, médicaments, prévention, organisation territoriale, numérique, IA, achats publics, fraude, pertinence des actes.

État : ministères, administrations centrales, services déconcentrés, opérateurs, agences, autorités administratives et fonctions support.

Fonction publique : effectifs, rémunérations, organisation, absentéisme, automatisation, mobilité, productivité.

Ne raisonne pas uniquement en nombre de fonctionnaires. Identifie les fonctions à réduire / automatiser / mutualiser / maintenir / renforcer.

Collectivités territoriales : communes, intercommunalités, départements, régions, syndicats, agences et financements croisés. Pose explicitement la question du nombre d'échelons territoriaux.

Protection sociale : RSA, prime d'activité, allocations, aides diverses, conditions de ressources et effets de seuil.

Chômage et emploi : indemnisation, accompagnement, formation professionnelle, apprentissage et retour à l'emploi.

Logement : APL, logement social, fiscalité immobilière, construction, foncier et mobilité résidentielle.

Aides aux entreprises : subventions, exonérations, crédits d'impôt et dispositifs sectoriels. Distingue : aide productive ; aide stratégique ; correction d'externalité ; effet d'aubaine ; rente ; dispositif sans efficacité démontrée.

Niches fiscales : analyse leur coût, leur justification et leur efficacité.

5. Ne pas faire de l'austérité aveugle

Pour chaque économie proposée, évalue : gain budgétaire, impact sur le PIB, impact sur l'emploi, impact social, impact sur les inégalités, impact territorial, délai avant rendement, difficulté politique, risque d'effets pervers.

Une économie de 10 Md€ détruisant 15 Md€ de PIB ne constitue pas une bonne réforme. Privilégie les économies supprimant doublons, rentes, bureaucratie, mauvaise allocation, inefficacité, effets d'aubaine et dispositifs obsolètes.

6. Construire un choc de croissance crédible

L'objectif n'est pas seulement de dépenser moins. Il faut produire davantage. Construis un programme permettant d'augmenter progressivement la croissance potentielle française. Analyse notamment : taux d'emploi, emploi des seniors, temps de travail, productivité, capital, investissement, création d'entreprises, réglementation, simplification administrative, énergie, logement, mobilité, immigration économique qualifiée, marché unique européen, exportations, réindustrialisation.

Pour chaque réforme pro-croissance, estime son effet potentiel à moyen terme. N'utilise jamais une hypothèse de croissance sans expliquer son mécanisme causal.

7. Créer un budget stratégique R&D / innovation

Le retour à l'équilibre ne doit pas sacrifier l'avenir. Détermine toi-même le niveau optimal de dépenses françaises de R&D à atteindre en 2032. Compare notamment la France avec : Allemagne, États-Unis, Chine, Corée du Sud, Israël, Japon et moyenne OCDE. Propose ensuite un budget stratégique supplémentaire d'investissement et de R&D. Ce budget doit être explicitement intégré au calcul de l'équilibre budgétaire. Pas de financement hors bilan artificiel. Priorise notamment :

- **Intelligence artificielle** : modèles, agents, IA industrielle, infrastructures de calcul, données et recherche fondamentale.
- **Robotique** : industrielle, humanoïdes, logistique, agriculture, santé et défense.
- **Semi-conducteurs** : conception, équipements, packaging avancé et composants stratégiques.

- **Quantique** : calcul, capteurs et communications.
- **Énergie** : nucléaire, SMR si pertinents, réseaux, stockage, batteries et technologies bas carbone.
- **Biotechnologies** : santé, génomique, bioproduction et longévité.
- **Spatial** : lanceurs, satellites, observation, communications et défense spatiale.
- **Défense** : drones, cyber, IA, robotique, guerre électronique et capacités industrielles.
- **Technologies critiques européennes** : identifier les dépendances stratégiques nécessitant une politique industrielle.

Pour chaque domaine, précise : budget actuel lorsque disponible ; budget supplémentaire proposé ; financement ; objectif ; horizon ; indicateurs de résultat ; conditions d'arrêt si les résultats ne sont pas au rendez-vous. Le budget innovation doit être considéré comme un investissement soumis à évaluation, pas comme une nouvelle rente publique.

8. Intégrer l'IA dans la transformation de l'État

Évalue spécifiquement ce que pourraient permettre entre 2027 et 2032 : IA générative, agents IA, automatisation, dématérialisation, interopérabilité des données, suppression de procédures, lutte contre la fraude, achats publics assistés par IA, automatisation des fonctions administratives.

Mais refuse les économies fantaisistes. Distingue : économies directement démontrables ; économies plausibles ; potentiel théorique.

9. Protéger les dépenses qui conditionnent l'avenir

Détermine explicitement les budgets qui doivent être : RÉDUITS / STABILISÉS / RÉORGANISÉS / AUGMENTÉS. Ne suppose pas que tous les ministères doivent participer proportionnellement à l'effort. Examine particulièrement : défense ; justice ; sécurité ; enseignement primaire ; enseignement supérieur ; recherche ; infrastructures ; énergie ; cybersécurité.

10. Chiffrer chaque grande réforme et chaque scénario

Produis trois tableaux séparés, un par scénario, indiquant pour chaque réforme les effets annuels de 2027 à 2032 et le gain structurel 2032, en milliards d'euros annuels. Distingue clairement : économie brute ; investissement nécessaire ; économie nette ; recettes nouvelles ; effet macroéconomique. Ne présente jamais comme « économie » une dépense simplement transférée vers une collectivité, la Sécurité sociale, une entreprise ou un ménage.

11. Tester le programme

Soumets ensuite ton propre programme à quatre stress tests :

- **Récession** : croissance inférieure de 1 point pendant deux années.
- **Taux d'intérêt** : taux souverains durablement supérieurs de 100 points de base au scénario central.
- **Crise énergétique** : hausse significative du prix de l'énergie pendant deux ans.

- **Crise géopolitique** : obligation d'augmenter davantage les dépenses militaires.

Pour chacun, calcule l'impact sur la trajectoire. Explique comment le programme doit être corrigé sans abandonner l'objectif de soutenabilité.

12. Identifier les réformes les plus difficiles

Pour les dix principales mesures, attribue : impact budgétaire /10 ; impact croissance /10 ; impact social /10 ; difficulté politique /10 ; délai de réalisation /10. Puis classe-les selon le rapport impact / difficulté.

13. Lister les mesures à prendre pour réaliser chaque scénario

Pour chacun des trois scénarios, donne les mesures à prendre pour le réaliser : la liste complète, ordonnée et opérationnelle des actions concrètes qui permettent d'atteindre la cible. Ne te limite pas aux grandes réformes de principe. Une réforme votée mais non exécutée ne produit aucun effet budgétaire réel : inclus donc aussi les mesures d'exécution sans lesquelles rien ne se traduit dans les comptes.

Distingue toujours deux niveaux. Le niveau décision : loi, loi de finances, décret, arbitrage interministériel, négociation sociale, échelon européen. Le niveau exécution : réorganisation administrative, système d'information, recrutement ou redéploiement d'effectifs, calendrier de déploiement territorial.

Pour chaque mesure, précise :

- le levier activé : économie de dépense, recette nouvelle, croissance potentielle ou charge de la dette ;
- l'instrument : loi, décret, circulaire, contractualisation, négociation, texte européen ;
- le calendrier de mise en œuvre, année par année, de 2027 à 2032 ;
- le rendement budgétaire attendu par année, en milliards d'euros ;
- le responsable institutionnel : ministère, opérateur, collectivité, caisse de sécurité sociale ;
- les préalables et dépendances : mesure qui doit précéder, condition juridique, accord requis ;
- les conditions de réussite et le principal risque d'échec à l'exécution ;
- l'indicateur de suivi permettant de vérifier que la mesure est réellement appliquée.

Sépare les mesures activables dès les 100 premiers jours de celles qui exigent une montée en charge pluriannuelle. Ordonne les mesures selon leur séquence logique de mise en œuvre, et non selon leur seul poids budgétaire : une mesure peut être un préalable indispensable à une autre. Signale explicitement les mesures irréversibles et celles qui peuvent être interrompues si les résultats ne sont pas au rendez-vous. Présente le résultat sous forme d'un plan d'action séquencé par scénario, distinct des tableaux de chiffrage de la section 10.

14. Produire le benchmark « France Équilibre 2032 »

Termine par trois programmes consolidés et directement comparables, puis une synthèse arbitrant entre eux. Chaque programme doit comprendre :

- **I. Le diagnostic** : pourquoi la France est dans cette situation.
- **II. Les 10 réformes structurelles** : les décisions essentielles.

- **III. Les mesures à prendre pour réaliser le scénario** : le plan d'action séquencé, du niveau décision au niveau exécution, tel que produit à la section 13.
- **IV. Le plan budgétaire** : économies et recettes, ligne par ligne.
- **V. Le plan croissance** : comment augmenter réellement le PIB potentiel.
- **VI. Le plan R&D / innovation** : combien investir, où et pourquoi.
- **VII. La trajectoire 2027-2032** : solde, dette, dépenses, recettes, croissance, solde primaire et charge d'intérêts.
- **VIII. Les gagnants et les perdants** : qui bénéficie du programme et qui supporte l'effort. Ne masque pas les perdants.
- **IX. Les risques** : économiques, sociaux, politiques et opérationnels.
- **X. Les 100 premiers jours** : les réformes et mesures à lancer immédiatement.
- **XI. Verdict propre au scénario.**

Ajoute ensuite un tableau comparatif final des trois scénarios : ajustement total requis ; économies ; recettes nouvelles ; croissance mobilisée ; nouvelles dépenses d'investissement ; solde 2032 ; dette 2032 ; niveau de vie ; emploi ; inégalités ; services publics ; faisabilité administrative ; acceptabilité politique ; risques de récession ; soutenabilité après 2032.

Réponds finalement aux questions suivantes :

1. Le scénario 1 est-il réellement atteignable en 2032, et à quelles conditions ?
2. Le scénario 2 est-il mathématiquement possible, économiquement souhaitable et socialement soutenable ? Quel serait un excédent maximal raisonnable ?
3. Le scénario 3 permet-il réellement d'atteindre 100 % de dette/PIB en 2032 ? Quelle part vient des excédents, de la croissance nominale, de l'inflation et d'éventuelles opérations patrimoniales ?
4. Quel est le prix économique, social et politique de chacun des trois programmes ?
5. Quel scénario recommandes-tu finalement, ou quelle combinaison, et pourquoi ?

Audit final obligatoire

Avant de rendre ta réponse, effectue trois audits comptables séparés : économies + recettes + effets macroéconomiques – nouvelles dépenses = amélioration effective du solde. Réconcilie, année par année, le solde public, le solde primaire, les intérêts et la variation de dette. Vérifie mathématiquement l'atteinte de chaque cible.

Si une cible ne peut être atteinte sans hypothèses manifestement irréalistes, ne falsifie pas le résultat : présente l'écart résiduel, les mesures extrêmes nécessaires et un objectif alternatif soutenable. Une conclusion d'impossibilité argumentée vaut mieux qu'un équilibre comptable fictif.

Règles de rigueur

Ne cherche pas à me faire plaisir. Ne défends aucune doctrine politique préétablie. Ne suppose pas que droite = baisse des dépenses ou gauche = hausse des impôts. Cherche l'optimum économique. Chaque mesure

importante doit être chiffrée. Chaque hypothèse macroéconomique doit être explicite. Chaque donnée récente importante doit être sourcée.

Distingue systématiquement :

- **FAIT** : donnée observée et sourcée.
- **HYPOTHÈSE** : variable nécessaire au scénario.
- **ESTIMATION** : résultat d'un calcul ou d'une modélisation.
- **PROPOSITION** : choix de politique économique.

Ne double-compte aucun gain. Ne compte pas les remboursements mécaniques de TVA comme des dépenses supprimables. Ne compte pas une baisse future hypothétique des intérêts comme une économie immédiate. Ne transforme pas automatiquement toute suppression de niche fiscale en recette nette sans tenir compte des comportements. Ne suppose pas que la réduction du nombre de fonctionnaires produit instantanément l'économie correspondant à leur rémunération brute. Ne compte pas deux fois l'effet de la croissance sur les recettes.

Exprime les incertitudes par des fourchettes lorsque c'est nécessaire. Lorsque les études économiques donnent des estimations contradictoires, présente la fourchette et explique ton choix. Avant de rendre ta réponse, effectue un audit comptable final : économies + recettes + effets macroéconomiques – nouvelles dépenses = amélioration effective du solde. Vérifie que cette amélioration permet mathématiquement d'atteindre l'objectif annoncé. Si ce n'est pas le cas, corrige le programme.

Contrainte finale

Tu disposes d'une liberté totale sur les réformes. Une mesure impopulaire n'est pas une raison pour l'écarter. Une mesure politiquement séduisante n'est pas une raison pour la retenir. Ta fonction objectif est double : construire loyalement chacun des trois scénarios demandés, puis identifier le meilleur compromis entre solde public, désendettement, croissance potentielle, niveau de vie, cohésion sociale et puissance économique française à long terme.